

## » INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

### Indice des prix des produits alimentaires

- Production agricole : + 6.9 %
- ↗ IPAMPA\* : + 6.4 %
- ↗ Production agroalimentaire : + 1.3 %
- Consommation alimentaire

\*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole

(4<sup>ème</sup> trimestre 2021)

### Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- ↗ Solde commercial français : 2 772 M€
- ↗ Solde commercial Hauts-de-France : - 75 M€

(4<sup>ème</sup> trimestre 2021)

### Cours du baril de pétrole brent (104.84 \$)

- ↗ + 24 % sur un trimestre

(19/04/2022)

### Cotation Euro-Dollar (1 € = 1,08 \$)

- ↘ - 5 % sur un trimestre

(19/04/2022)

### Croissance du PIB

- ↗ + 1 %

(4<sup>ème</sup> trimestre 2021)

### Déficit budgétaire

- ↗ - 5.2 % du PIB

(3<sup>ème</sup> trimestre 2021)

### Dette publique

- ↘ 112.9 % du PIB

(4<sup>ème</sup> trimestre 2021)

## 🔍 ZOOM SUR

### Guerre en Ukraine : les charges des agriculteurs explosent.

La guerre en Ukraine accentue davantage la hausse des charges subie par les agriculteurs dans le contexte de reprise post-covid.

#### Un impact direct du conflit russo-ukrainien relativement limité sur les échanges agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France.

En 2021, les exportations agricoles et agroalimentaires des Hauts-de-France vers la Russie et l'Ukraine représentaient 98 M€ soit moins de 1 % des exportations régionales. Sur la même période, les importations représentent 137 M€ et sont composées à **65 % d'huile de tournesol**, ingrédient nécessaire aux usines de transformation de pommes de terre régionales.

#### Des impacts importants sur les coûts et la disponibilité des ressources essentielles à l'activité agricole.

Évolution de l'indice IPAMPA entre février 2021 et février 2022.



↗ + 81 %

#### pour les engrais et amendements

La Russie est le premier fournisseur d'engrais pour l'UE.

Une dépendance importante envers les engrais azotés et les engrais potassiques et phosphorés provenant de la Russie.

Une hausse des coûts des engrais azotés liées à la hausse des coûts du gaz.



↗ + 35 %

#### pour l'énergie

La Russie est le 1<sup>er</sup> fournisseur de pétrole et le 2<sup>ème</sup> fournisseur de gaz de la France.

Une poursuite de la hausse qui dépendra :

- des décisions des pays producteurs de pétrole (OPEP) et de gaz (FPEG)
- de l'avancée des pourparlers diplomatiques
- de la reprise de la pandémie en Chine qui impacte à la baisse la consommation chinoise (télétravail, usines fermées)



↗ + 15 %

#### pour l'alimentation animale

Des pics de prix pour les productions céréalières.

La Russie et l'Ukraine sont leader pour les exportations mondiales de tourteaux de tournesol.



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
HAUTS-DE-FRANCE

IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) : Il permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les agriculteurs pour leurs exploitations agricoles.

## Les éleveurs porcins et volailles cumulent les difficultés

**La guerre en Ukraine et la flambée des charges viennent aggraver un contexte déjà tendu pour les éleveurs de porcs et de volailles.**

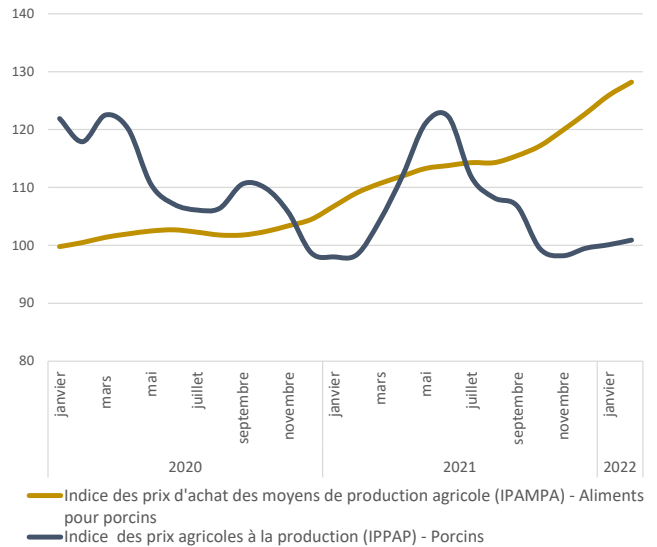
Sur les dernières années, la hausse des importations chinoises avait soutenu les cours du porc. Depuis 2021, le pays reconstruit son cheptel entraînant les prix à la baisse et encombrant le marché européen. Les éleveurs de volailles doivent, quant à eux, composer avec la menace de la grippe aviaire.

Dans le contexte actuel, les niveaux de prix sont loin de couvrir la hausse record des coûts de l'énergie et de l'alimentation, ce qui met en danger la viabilité des exploitations.



**Des prix d'achat des aliments en hausse de 20 % depuis janvier 2021.**

Indices mensuels des prix agricoles pour la filière porcine depuis janvier 2020.



Sources : INSEE, traitement CRA HDF

## Quelles conséquences sur la sécurité alimentaire mondiale ?

**La hausse des prix de l'alimentation et l'anticipation du recul des exportations des pays de la mer Noire font craindre des pénuries et une instabilité alimentaire mondiale.**

### Le grenier du monde en guerre

Grâce à leurs terres fertiles, l'Ukraine et la Russie font partie des plus grands producteurs mondiaux de céréales. Les deux pays comptent pour **15 % des exportations mondiales de maïs et 30 % des exportations de blé**. L'Ukraine et la Russie assurent également environ **50 % des exportations mondiales d'huile de tournesol**.

Si la production ukrainienne de maïs se situe davantage dans le Nord-Ouest de l'Ukraine, la production de blé est plus développée dans les régions de l'Est du pays, impactées par les conflits. A eux seuls, **les territoires indépendantistes du Donbass représentent 8 % de la production ukrainienne de blé**.

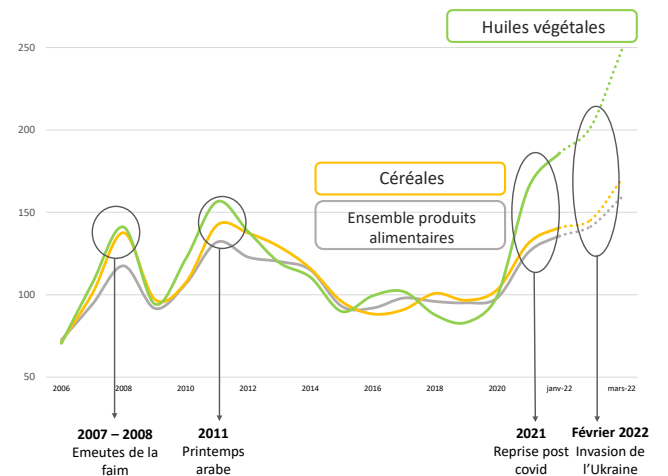
### Des incertitudes sur la stabilité alimentaire mondiale

Le développement de leurs capacités exportatrices ont permis aux pays de la mer Noire de s'imposer comme des acteurs incontournables du commerce mondial de céréales. Ainsi, la part de la Russie dans les exportations mondiales de blé est passée de 13 % sur la période 2011-2016 à 20 % sur la période 2016-2021. **L'Ukraine a, quant à elle, multiplié le volume de ses exportations par 6 en 20 ans**. De nombreux pays sont aujourd'hui dépendants des blés russes et ukrainiens pour nourrir leurs populations.

En plus des incertitudes qui pèsent sur la disponibilité des blés de la mer Noire, le conflit a accentué la hausse des prix de l'alimentation. En février, l'indice des prix des produits alimentaires de la FAO a dépassé les niveaux atteints sur la période 2008-2012 qui avaient joué un rôle important dans le déclenchement des printemps arabes. **Selon la FAO, entre 8 à 13 millions de personnes pourraient souffrir de la faim à travers le monde du fait de la guerre en Ukraine**. La situation actuelle fait donc craindre un rebond de l'insécurité alimentaire à travers le monde et l'instabilité géopolitique qui pourrait en découler.

**Une hausse des prix inédite pour les céréales et les huiles végétales.**

Evolution de l'indice FAO des prix des produits alimentaires de 2006 à mars 2022.



**De nombreux pays dépendants des importations des blés de la mer Noire.**



Sources : FranceAgrimer, traitement CRA HDF

# Le blé, un puissant levier géopolitique

**Le conflit russo-ukrainien a, une nouvelle fois, mis en avant la dimension géostratégique de l'agriculture, en particulier pour la filière blé.**

## Une filière stratégique

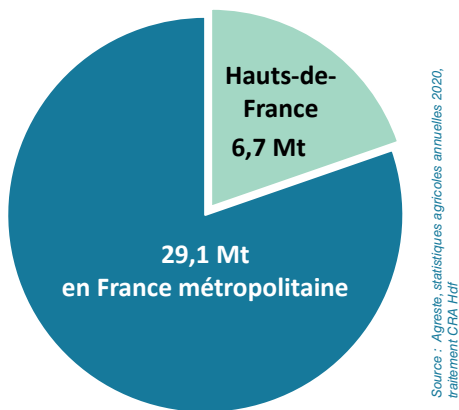
Malgré une récolte abondante à l'échelle mondiale, la production de blé est très inégalement répartie à travers le monde : **85 % de la récolte totale est réalisée par 10 puissances productrices.** Certains de ces pays, au premier rang desquels la Chine, conservent la majorité de leur récolte pour nourrir leur population et ne dégagent pas de grandes capacités exportatrices. Par conséquent, les exportations mondiales de céréales sont encore plus concentrées : 90 % d'entre elles proviennent de 8 puissances (Russie, Union européenne, Canada, Etats-Unis, Ukraine, Australie, Argentine et Kazakhstan). Face à cette offre limitée, une multitude de pays sont dépendants des importations, faisant du blé une ressource importante pour la stabilité alimentaire mondiale et l'influence géopolitique d'un pays.

## Une filière phare pour la France et les Hauts-de-France

Avec une récolte annuelle moyenne de 33 Mt sur les 5 dernières années, la France se classe au 5<sup>ème</sup> rang des pays producteurs de blé et au 4<sup>ème</sup> rang des pays exportateurs. Dépendant des importations à la sortie de la seconde guerre mondiale, **le pays exporte aujourd'hui plus de la moitié de sa production de blé.** Notre région a tout son rôle à jouer dans ces dynamiques. En effet, avec 20 % de la production nationale, les Hauts-de-France se classe au premier rang des régions françaises notamment grâce à des rendements élevés (82 q/ha sur les 5 dernières années contre 68 q/ha au niveau national). Environ 38 % de la surface agricole régionale est couverte de blé contre 18 % au niveau national. **Grâce à ces avantages la région des Hauts-de-France produit l'équivalent de 5 fois son utilisation intérieure de blé** lui permettant de dégager une importante capacité exportatrice. Ainsi en 2021, les exportations céréalières de la région représentaient près de 1 340 M€.

## Les Hauts-de-France comptent pour 1/5 de la production française de blé tendre

Production de blé tendre en 2020 (en Mt)

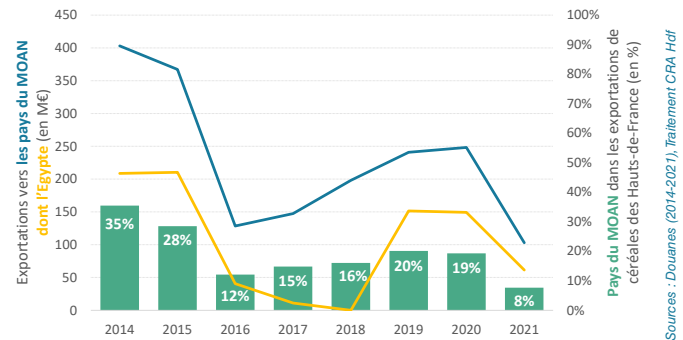


## Une concurrence grandissante des blés de la mer Noire

**Face à la concurrence des blés de la mer Noire, la position de leader de la France est régulièrement remise en cause sur certains de ses marchés phares comme l'Egypte ou le Maroc.** De son côté, l'Algérie, 6<sup>ème</sup> pays client des Hauts-de-France pour les céréales, a récemment assoupli son cahier des charges afin de favoriser les importations de blés russes. Face à cette concurrence, la région des Hauts-de-France enregistre une baisse sensible de ses exportations vers les marchés du pourtour méditerranéen et du Moyen-Orient à partir de 2016. Pour s'imposer sur ces marchés, la France et plus spécifiquement notre région, devront veiller à ce que la qualité de leurs blés soit en adéquation avec les exigences de leurs clients.

**Malgré une reprise des achats de l'Egypte en 2019, les Hauts-de-France subissent la concurrence des blés de la mer Noire sur les marchés du MOAN\***

*Evolution des exportations de céréales des Hauts-de-France avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à partir de 2014.*



\*MOAN : Pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, EAU, Egypte, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Lybie, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Turquie, Yémen

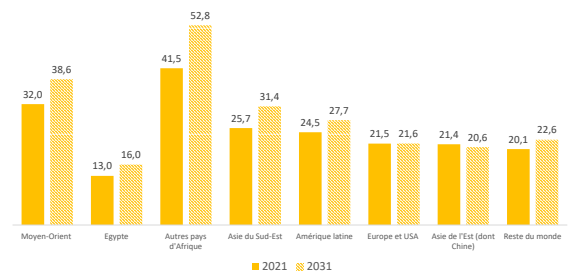
## Des besoins en blé croissants dans les années à venir

Selon les anticipations, la consommation mondiale de blé devrait encore augmenter dans les 10 prochaines années. Cette demande supplémentaire sera majoritairement concentrée dans les pays en développement sous les effets conjugués d'une forte pression démographique, d'un accroissement des revenus et de l'occidentalisation des modes de consommation se traduisant par une place croissante du blé dans les rations alimentaires de nombreux pays.

L'Afrique et le Moyen-Orient devraient rester les plus grandes régions importatrices de blé en raison d'obstacles au développement de leur production agricole (stress hydrique et rareté des terres fertiles). **D'ici 2031, les importations de ces pays pourraient augmenter de 25 % par rapport à 2021** (contre une augmentation moyenne de 9 % pour les autres pays) Les grands pays producteurs tels que la France joueront un rôle décisif pour répondre à ces besoins et contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

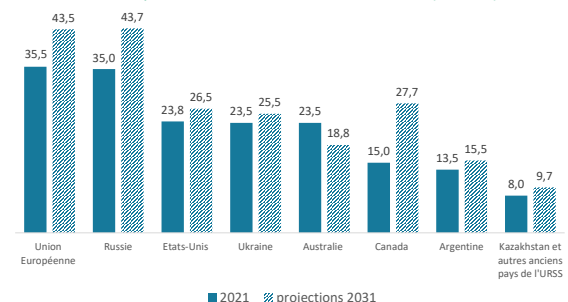
## D'ici 2031, une hausse de 25 % des importations de l'Afrique et du Moyen-Orient

Projections des importations mondiales de blé (en Mt)



## Des exportations concentrées

Projections des exportations mondiales de blé (en Mt)



Les projections ont été réalisées en octobre 2021 et ne prennent pas en compte les effets de la guerre en Ukraine sur la capacité productrice et exportatrice du pays.

## ÉCONOMIE

**Le gouvernement pourrait autoriser la mise en place de dérogation pour l'étiquetage** pour les industriels ayant dû modifier leurs recettes en raison des difficultés d'approvisionnement.

**169 entreprises des Hauts-de-France sont présentes en Russie et 42 en Ukraine** selon une analyse du service étude de la CCI Hauts-de-France

**De nombreux fleurons nordistes, implantés en Russie, sont impactés par la guerre en Ukraine :** Auchan (311 magasins), Leroy Merlin (112 magasins), Decathlon (60 points de vente), Bonduelle (3 sites de production)

## ÉNERGIE

**Les stocks de gaz de la France sont estimés à 22% début avril.** Le pays projette de reconstituer les stocks avant l'automne prochain et de mettre des restrictions à l'usage pour certains industriels afin d'économiser les molécules.

**Bruxelles propose de porter la production européenne à 35 milliards de m<sup>3</sup> de biométhane d'ici 2030,** contre actuellement un objectif de 17 milliards de m<sup>3</sup> afin de renforcer l'autonomie énergétique européenne et de limiter la dépendance au gaz russe.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Le programme alimentaire mondial (PAM) va intervenir auprès de 3.1 millions de personnes en Ukraine et dans les pays limitrophes.** Son action portera sur de la distribution de nourriture, d'argent liquide ou de bons alimentaires.

**L'agriculture et la sécurité alimentaire du Royaume-Uni sont menacées du fait d'un grave manque de main d'œuvre** selon un rapport parlementaire adressé au gouvernement britannique. La guerre en Ukraine s'ajoute aux conséquences du Brexit et de la pandémie de coronavirus. En 2021, l'Ukraine représentait 2/3 des visas de travailleurs saisonniers.

**La sécheresse au Maroc pourrait entraîner la perte de plus de la moitié de sa récolte de blé.** Le pays, dépendant du blé ukrainien à hauteur de 30 % de ses approvisionnements, pourrait accroître sa demande en blé français. Le Maroc a également annoncé sa volonté de constituer des stocks stratégiques de céréales, sucres et huiles.

**L'entreprise LESAFFRE, dont le siège se situe à Marcq-en-Baroeul (59), a remis en route son entité de production de levure fraîche en Ukraine,** après une suspension momentanée de la production, afin de contribuer à l'alimentation de la population locale.

## FILIÈRES

**Déjà impactée par une baisse de consommation, la filière endive voit ses coûts bondir de plus de 40 % pour les emballages et 80 % pour l'énergie.** La filière reste cependant dans l'impossibilité de bénéficier du plan de résilience car il faudrait que ses coûts énergétiques soient doublés.

**1.5 MT de pommes polonaises ne seront pas exportées en Russie et en Biélorussie du fait de l'embargo** décrété par les deux pays sur les importations de denrées alimentaires originaires de l'Union européenne. Les acteurs de la filière mettent en avant une possibilité de redirection de ces flux vers le marché interne européen avec un risque de saturation du marché.

**L'Ukraine étant un grand exportateur d'œufs, les prix augmentent.** Les pays importateurs s'approvisionnent ailleurs et font grimper les prix.

**Les surfaces agricoles consacrées au soja devraient augmenter cette année, au détriment du maïs,** selon le ministère américain de l'Agriculture (USDA). Une réorientation sur fond de flambée des cours des engrais. L'USDA table sur une hausse de 1,52 Mha en soja (+4,3 % par rapport à 2021) et une baisse de 1,56 Mha en maïs (-4,2 %)

**Le secteur du papier carton fait face à un prix de l'amidon qui a plus que doublé depuis deux ans passant de 300 € la tonne à 700 €.** Cette situation impacte les prix des emballages des produits alimentaires.

**Les devis pour les bâtiments agricoles explosent,** l'Ukraine étant un des principaux fournisseurs en minerai de fer des producteurs d'acier.

**Selon la CGB, pour la filière betterave, le surcoût pour 2021/2022 lié à l'augmentation du prix des engrais est estimé entre + 60 et + 400 €/ha** selon la date d'achat des intrants. Le surcoût lié à l'augmentation du prix du fuel est évalué entre 150 et 250 € / ha.

**Afin de faire face à la hausse des prix de l'alimentation, une aide au stockage privé est confirmée pour la viande porcine** sur une période de 60, 90, 120 ou 150 jours.

**L'Ukraine et la Russie produisent et exportent vers l'Europe du maïs non OGM.** Un report vers les maïs en provenance d'Amérique pour l'alimentation animale signifierait des importations de maïs OGM alors que les contrats sont établis pour des animaux nourris sans OGM.